

## Message Text

UNCLASSIFIED

PAGE 01 STATE 204258

71

ORIGIN AF-08

INFO OCT-01 ISO-00 EB-07 INR-07 SS-15 L-03 /041 R

DRAFTED BY AF/E:RCASTRODALE:SM X23040

APPROVED BY AF/E:RSBARRETT

EB/IFD/OIA:TBRODERICK

----- 025662

R 171858Z AUG 76

FM SECSTATE WASHDC

TO AMEMBASSY TANANARIVE

UNCLAS STATE 204258

E.O. 11652: N/A

TAGS: EINV, ENRG, MA, US

SUBJECT: OIL COMPANY NATIONALIZATIONS

REF: TANA 1296

1. AS PER REFTEL, PARA 2 CONTAINS FRENCH VERSION OF STATE 81210. HOWEVER, IT IS UNOFFICIAL TRANSLATION, AND WE SUGGEST YOU ALSO PASS ENGLISH TEXT TO GDRM.

2. BEGIN TRANSLATION: POLITIQUE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE CONCERNANT L'EXPROPRIATION DES BIENS

LA POSITION QUE LE GOUVERNEMENT AMERICAIN A DEPUIS LONG-TEMPS ET DE FACON PERMANENTE ADOPTEE VEUT QUE LE DROIT INTERNATIONAL EXIGE LE PAIEMENT EQUITABLE DE LA VALEUR MARCHANDE DES BIENS EXPROPRIES, DONT LE PRIX AURA ETE CALCULE COMME S'IL N'Y AVAIT PAS EU D'ACTE D'EXPROPRIATION OU COMME A'IL N'Y AVAIT PAS EU MENACE D'EXPROPRIATION. COMME, SOUVENT, LA VALEUR MARCHANDE N'EST PAS DIRECTEMENT VERIFIABLE, ET, COMME LA PLUPART DU TEMPS, IL N'EST PAS POSSIBLE DE SE REFERER A LA VENTE RECENTE DE BIENS COMPARABLES, LA VALEUR MARCHANDE DOIT ETRE GENERALEMENT EVALUEE EN SE SERVANT DE METHODES INDIRECTES D'ESTIMATION.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 STATE 204258

CES METHODES COMPRENNENT:

A - LA METHODE BASEE SUR LA VALEUR D'USAGE QUI CONSISTE A ESSAYER D'APPRECIER LA CAPACITE BENEFICIAIRE (ET DE CETTE FACON INCLUT DES ELEMENTS TELS QUE LA PERTE DE PROFITS A VENIR QUI PEUVENT ETRE EVALUERES D'APRES LES CHIFFRES REFLETTANT LES PROFITS OBTENUS DANS LE PASSE OU D'APRES DES ESTIMATIONS DE GAINS A VENIR ET QUI, SELON LE POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT AMERICAIN, EVALUE GENERALEMENT LA VALEUR MARCHANDE DE LA MEILLEURE FACON QUI SOIT. LE GOUVERNEMENT AMERICAIN RECONNAT QU'IL PEUT Y AVOIR CERTAINES CIRCONSTANCES QUI FONT QUE L'APPLICATION DE CETTE METHODE EST IMPOSSIBLE, OU QUE CETTE METHODE POURRAIT S'AVERER INEQUITABLE: PAR EXEMPLE, DANS LE CAS OU LES INVESTISSEMENTS N'AURAIENT PAS EU LE TEMPS DE RECUEILLIR LES BENEFICES QUI AURAIENT DU NORMALEMENT DECOULER DE CES INVESTISSEMENTS, OU DANS LE CAS OU L'EXPROPRIATION INTERVIENT APRES QUE DES DEPENSES IMPORTANTES AIENT ETE ENGAGEES SANS QU'IL Y AIT EU ASSEZ DE TEMPS POUR QUE LES REVENUS QUI DOIVENT EN DECOULER AIENT PU ETRE TOUCHES. CETTE METHODE D'EVALUATION PRESENTE QUELQUES DEFAUTS DANS LE CASE DE DECISIONS GOUVERNEMENTALES QUI ONT DES REPERCUSSIONS DÉFAVORABLES SUR LA RENTABILITE, DECISIONS TELLES QUE L'AUGMENTATION DES TAXES, LA MENACE D'ANNULATION DE L'EXERCICE DE DROITS CONTRACTUELS OU DE CONCESSIONNAIRE, OU LE RETRAIT DE PRIVILEGES. LE GOUVERNEMENT AMERICAIN PENSE QUE DE TELLES DECISIONS PRISES DANS LE BUT D'INFLUENCER DE FACON DÉLOYALE LE DEDDOMMAGEMENT OU QUI ABOUTISSENT A CE RESULTAT, NE PEUVENT EQUITABLEMENT ETRE AUTORISEES.

B - LE COUT DE REMPLACEMENT DES BIENS AU MOMENT DE L'EXPROPRIATION MOINS LE COUT REEL DE DEPRECIAISON, ETALON QUI RAPPORTE PROBABLEMENT PLUS QUE LA VALEUR COMPTABLE, MAIS QUI NE TIENT PAS COMPTE DE LA CAPACITE BENEFICIAIRE, EST D'UTILITE RESTREINTE POUR EVALUER LES IMPOUNDERABLES, ET DU POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT AMERICAIN, EST GENERALEMENT MOINS ACCEPTABLE QUE LA METHODE DE LA VALEUR D'USAGE.

C - LA VALEUR COMPTABLE, OU QUELQUE CHOSE DE RAPPROCHANT, UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 03 STATE 204258

QUI (A LA DIFFERENCE DE LA METHODE DU COUT DE REMPLACEMENT)

EVALUE LES BIENS A LEUR COUT D'ACQUISITION MOINS LA DEPRECIAISON - CHIFFRE QUI, DANS LA PLUPART DES CAS, A PEU DE RAPPORT AVEC LEUR VALEUR REELLE, EST, DU POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT AMERICAIN, GENERALEMENT LA METHODE D'EVALUATION DES BIENS EXPROPRIES LA MOINS ACCEPTABLE.

LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS RECONNAIT QU'UNE METHODE  
UNIQUE NE PEUT VALABLEMENT S'APPLIQUER A TOUS LES

CAS. LA METHODE OU LA COMBINAISON DE PLUSIEURS  
METHODES QUI DEDOMMAGERAIENT DE FACON JUSTE EN CAS D'EXPRO-  
PRIATION DES BIENS VARIENT ET DEPENDENT DES CIRCONSTANCES  
CONCOMITANTES DE CHAQUE CAS PRIS EN PARTICULIER. LE  
GOUVERNEMENT AMERICAIN RECONNAIT EGALLEMENT QUE LES  
ASPECTS NON-MONETAIRES D'UN REGLEMENT -- COMME, PAR  
EXEMPLE, L'ACCES ASSURE A CERTAINES SOURCES D'APPRO-  
VISIONNEMENT, DES PRIX PREFERENTIELS OU DE NOUVELLES  
DISPOSITIONS FOURNISSANT DES SERVICES TECHNIQUES OU  
D'AUTRE NATURE SUR UNE BASE CONTRACTUELLE -- PEUVENT,  
DANS CERTAINS CAS, CONSTITUER DES ELEMENTS VALABLES DE  
DEDOMMAGEMENT.

LE GOUVERNEMENT AMERICAIN PENSE QUE LES QUESTIONS CON-  
CERNANT L'EVALUATION DES BIENS EXPROPRIES SONT MIEUX  
RESOLUES PAR LES PARTIES ELLES-MEMES, PAR LE BIAIS DE LA  
NEGOCIATION, ET EST PRET A FACILITER LES DISCUSSIONS  
ENTRE LES PARTIES POUR ARRIVER A UN ACCORD MUTUELLEMENT  
ACCEPTABLE. COMME LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS  
RECONNAIT QUE LES QUESTIONS D'EVALUATION POSENT SOUVENT  
DES PROBLEMES COMPLEXES ET DELICATS AN CAS D'EXPROPRIA-  
TION, LE GOUVERNEMENT AMERICAIN EST EGALLEMENT FAVORABLE  
A UNE EVALUATION INDEPENDANTE POUR RESOUDRE CES QUES-  
TIONS. DE FACON GENERALE, LE GOUVERNEMENT AMERICAIN  
EST PARTISAN D'UN ACCORD ETABLIS A L'AVANCE SUR LES  
MECANISMES DE REGLEMENT D'UN DIFFEREND, APPLICABLES A  
TOUTES SORTES DE CONTENTIEUX QUI SERAIENT SUSCEPTIBLES  
DE S'ELEVER ENTRE LES GOUVERNEMENTS HOTES ET LES  
INVESTISSEURS ETRANGERS, ET AU RECOURS A CES MECANISMES  
COMME LES OBLIGATIONS LEGALES DES PARTIES L'EXIGENT. DANS  
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 04 STATE 204258

CE GENRE DE CAS, LE FAIT DE NE PAS SE SOUMETTRE A DE  
TELLES OBLIGATIONS ARBITRALES OU AUTRE, PEUT CONSTITUER  
UN DENI DE JUSTICE EN VIOLATION DU DROIT INTERNATIONAL.  
LE GOUVERNEMENT AMERICAIN CONSEILLE TOUT PARTICULIEREMENT  
D'AVOIR RECOURS AUX SERVICES DU CENTRE INTERNATIONAL  
POUR LE REGLEMENT DES CONTENTIEUX EN MATIERE D'INVESTISSE-  
MENTS (ISCID), QUI EST MEMBRE DU GROUPE DE LA BANQUE  
MONDIALE ET QUI EST LE PRINCIPAL ORGANISME INTERNATIONAL  
EXISTANT AYANT POUR BUT D'AIDER A RESOUDRE LES DIFFERENDS  
DANS LE DOMAINE DES INVESTISSEMENTS.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS CONCERNANT  
L'EVALUATION DES BIENS EXPROPRIES A RECENTEMENT ETE  
EXPOSEE DANS UNE DECLARATION PUBLIQUE DU DEPARTEMENT  
DETAT, LE 30 DECEMBRE 1975, SUR "LES INVESTISSEMENTS A

L'ETRANGER ET LA NATIONALISATION". LE TEXTE DE CETTE DECLARATION EST LE SUIVANT:

"IL Y A EU UNE AUGMENTATION CONSIDERABLE, AU COURS DE L'ANNEE PASSEE, DES INVESTISSEMENTS A L'ETRANGER FAITS PAR DES FIRMES PRIVEES AMERICAINES. LE SECRETAIRE D'ETAT, LORS DE LA 7EME SESSION SPECIALE, LE 1ER SEPTEMBRE DERNIER, ET LORS DU CCIE (CONFERENCE SUR LA COOPERATION INTERNATIONALE ECONOMIQUE), LE 16 DECEMBRE, A SOULIGNE QUE, SELON LES ETATS-UNIS, LES INVESTISSEMENTS PRIVES A L'ETRANGER PEUVENT CONTRIBUER DE FACON TRES SUB-STANTIELLE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. IL Y A EU EGALEMENT UN CERTAIN NOMBRE DE NATIONALISATIONS A PROPREMENT PARLER OU A L'ETAT DE PROJET IMPLIQUANT DES FIRMES AMERICAINES ET QUI ONT AMENE LES INTERESSES A DES NEGOCIATIONS EN VUE D'UN REGLEMENT. DEVANT CELA, LE DEPARTEMENT D'ETAT SOUHAITE REITERER LA POLITIQUE AMERICAINE A CE SUJET.

LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS, EN JANVIER 1972, A ATTIRE L'ATTENTION SUR L'IMPORTANCE QUE LES ETATS-UNIS ATTACHENT AU RESPECT DES DROITS DE CES NATIONAUX CONCERNANT LEURS BIENS. IL A DECLARE QUE LA POLITIQUE SUIVIE PAR LES ETATS-UNIS EN MATIERE D'ACTES D'EXPROPRIATION INCLUT LA POSITION SUIVANTE, A SAVOIR QUE:

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 05 STATE 204258

DANS LE CADRE DU DROIT INTERNATIONAL, LES ETATS-UNIS SONT EN DROIT D'ATTENDRE:

- QUE TOUTE PRISE DE BIENS PRIVES AMERICAINS SOIT NON-DISCRIMINATOIRE;
- QU'ELLE SE FASSE DANS L'INTERET DU BIEN PUBLIC; ET
- QUE CES CITOYENS RECOIVENT UN DEDOMMAGEMENT RAPIDE, ADEQUAT ET EFFECTIF DE LA PART DU PAYS QUI EXPROPRIE.

QUANT AUX EXPROPRIATIONS ACTUELLES OU FUTURES DE BIENS OU D'INTERETS CONTRACTUELS DES NATIONAUX AMERICAINS, OU DE DISPOSITIONS PRISES POUR UNE PARTICIPATION DES GOUVERNEMENTS ETRANGERS A CES INTERETS, LE DEPARTEMENT D'ETAT SOUHAITE FAIRE PART DE SON POINT DE VUE, A SAVOIR QUE LES INVESTISSEURS ETRANGERS SONT EN DROIT D'OBTENIR LA VALEUR MARCHANDE DE LEURS INTERETS. LE FAIT QUE DES NATIONAUX AMERICAINS ACCEPTANT UN DEDOMMAGEMENT INFERIEUR A LA VALEUR MARCHANDE DE LEURS INTERETS NE SIGNIFIE PAS QUE LE GOUVERNEMENT AMERICAIN ACCEPTE N'IMPORTE QUELLE AUTRE NORME DE DEDOMMAGEMENT. LE GOUVERNEMENT AMERICAIN

SE RESERVE LE DROIT DE DEFENDRE DES RECLAMATIONS SUR LE  
PLAN INTERNATIONAL POUR CE QU'IL CONSIDERE ETRE UN DE-  
DOMMAGEMENT ADEQUAT DANS LE CADRE DU DROIT INTERNATIONAL  
QUANT AUX INTERETS NATIONALISES OU TRANSFERES.  
KISSINGER

UNCLASSIFIED

NNN

## Message Attributes

**Automatic Decaptoning:** X  
**Capture Date:** 01 JAN 1994  
**Channel Indicators:** n/a  
**Current Classification:** UNCLASSIFIED  
**Concepts:** NATIONALIZATION, PETROLEUM PRODUCTION, POLICIES, TRANSLATIONS  
**Control Number:** n/a  
**Copy:** SINGLE  
**Draft Date:** 17 AUG 1976  
**Decapton Date:** 01 JAN 1960  
**Decapton Note:**  
**Disposition Action:** n/a  
**Disposition Approved on Date:**  
**Disposition Authority:** n/a  
**Disposition Case Number:** n/a  
**Disposition Comment:**  
**Disposition Date:** 01 JAN 1960  
**Disposition Event:**  
**Disposition History:** n/a  
**Disposition Reason:**  
**Disposition Remarks:**  
**Document Number:** 1976STATE204258  
**Document Source:** CORE  
**Document Unique ID:** 00  
**Drafter:** RCASTRODALE:SM X23040  
**Enclosure:** n/a  
**Executive Order:** N/A  
**Errors:** N/A  
**Film Number:** D760316-0191  
**From:** STATE  
**Handling Restrictions:** n/a  
**Image Path:**  
**ISecure:** 1  
**Legacy Key:** link1976/newtext/t19760846/aaaabnib.tel  
**Line Count:** 228  
**Locator:** TEXT ON-LINE, ON MICROFILM  
**Office:** ORIGIN AF  
**Original Classification:** UNCLASSIFIED  
**Original Handling Restrictions:** n/a  
**Original Previous Classification:** n/a  
**Original Previous Handling Restrictions:** n/a  
**Page Count:** 5  
**Previous Channel Indicators:** n/a  
**Previous Classification:** n/a  
**Previous Handling Restrictions:** n/a  
**Reference:** 76 TANANARIVE 1296  
**Review Action:** RELEASED, APPROVED  
**Review Authority:** CunninFX  
**Review Comment:** n/a  
**Review Content Flags:**  
**Review Date:** 08 APR 2004  
**Review Event:**  
**Review Exemptions:** n/a  
**Review History:** RELEASED <08 APR 2004 by ReddocGW>; APPROVED <05 JAN 2005 by CunninFX>  
**Review Markings:**

Margaret P. Grafeld  
Declassified/Released  
US Department of State  
EO Systematic Review  
04 MAY 2006

**Review Media Identifier:**  
**Review Referrals:** n/a  
**Review Release Date:** n/a  
**Review Release Event:** n/a  
**Review Transfer Date:**  
**Review Withdrawn Fields:** n/a  
**Secure:** OPEN  
**Status:** NATIVE  
**Subject:** OIL COMPANY NATIONALIZATIONS  
**TAGS:** EINV, ENRG, MA, US  
**To:** TANANARIVE  
**Type:** TE  
**Markings:** Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 04 MAY 2006